

Le peuple canadien a accepté cette augmentation en tant que frais de service, tout comme il a dû accepter l'augmentation des frais dans tous les autres secteurs d'activité du gouvernement. Mais si les Canadiens acceptent les raisons de l'augmentation des tarifs postaux, ils n'acceptent certainement pas que le ministère des Postes réduise fortement le service.

Malgré cette forte augmentation des tarifs postaux et l'élimination de certains genres de services postaux pour les envois en nombre les Postes font un déficit important tous les ans. La Chambre n'a pas été injustement dure envers le gouvernement ou le ministre des Postes pour n'être pas parvenu à exploiter le ministère sans accuser un gros déficit. Cependant, alors que nous sommes à la fois affublés d'un des services postaux les moins efficaces du monde, nous constatons un grave problème dû au mauvais moral des employés du ministère et nous sommes obligés de supporter des arrêts complets de service chaque année parce qu'il y a une grave rupture dans les relations employés-employeurs; nous avons dès lors le droit et même le devoir d'exiger des réponses du gouvernement. Et, Monsieur l'Orateur, quand je dis des réponses, il ne s'agit pas d'excuses.

Depuis deux ans, le service postal rural a été sacrifié au profit d'une amélioration du service dans les vastes centres urbains. Or, le service postal des villes ne s'est pas amélioré et le service dans les campagnes reste très mauvais. Les bureaux de poste ruraux ont été fermés au nom de la centralisation. On nous a dit que cela améliorerait le service dans les campagnes. Cela n'a pas été le cas, monsieur l'Orateur. Au contraire, il est plus mauvais que jamais.

● (1600)

Le service postal a une très grande importance pour les gens qui habitent une ferme ou une petite ville, autant d'importance d'ailleurs que pour les Canadiens qui habitent les grandes villes. En fait, monsieur l'Orateur, tous ceux qui ont vécu dans de petites agglomérations savent que les communications jouent un très grand rôle dans leur vie. Au moment où le gouvernement a annoncé qu'il avait l'intention de fermer des centaines de bureaux de poste dans les petites villes et les villages du pays, on a fait remarquer au ministre des Postes que ceux-ci n'étaient pas simplement un endroit où l'on envoyait ou recevait des lettres. Les bureaux de poste, qui se situent souvent dans l'épicerie-bazar, sont des lieux où les gens se retrouvent pour discuter. Dans de nombreuses régions rurales du Canada, les distances entre les villes et les fermes sont si grandes que certains ne peuvent rencontrer leurs voisins régulièrement qu'au bureau de poste.

Je sais que le ministre des Postes pourrait rétorquer qu'il n'est pas là pour procurer des centres sociaux à nos ruraux. Mais, de la même façon, le gouvernement est au pouvoir pour faire la volonté du peuple dont ces ruraux font partie. Ceux-ci ont le droit d'attendre du gouvernement un service postal qui soit facilement accessible et aussi personnel.

On nous a dit que la principale raison, si ce n'est la seule, pour la fermeture des bureaux de poste ruraux était de réduire les coûts afin que le ministère des Postes puisse offrir un meilleur service sans accuser de déficit. Mais le service postal est pire que jamais et le déficit pour l'année financière est plus élevé que jamais. Il ne faut pas s'étonner que les Canadiens, surtout ceux des régions rurales, ne fassent plus confiance au gouvernement.

Le gouvernement est actuellement en conflit avec le syndicat des Postes au sujet de la grande disparité des

#### Bureau de poste

barèmes de traitements appliqués aux maîtres de poste des différentes régions du pays. Je pense pouvoir dire que ces derniers perdront cette partie comme tant d'autres. Tout ce que le gouvernement a à faire est de fermer le reste des bureaux de poste ruraux et de mettre le reste des maîtres de poste au chômage. De cette façon, il aura non seulement réglé ce différend mais il sera certain que les maîtres de poste ruraux ne lui créeront plus d'ennuis.

Actuellement, dans certaines régions, les habitants sont obligés de parcourir quotidiennement plusieurs milles pour simplement aller voir s'il y a du courrier dans leur boîte ou pour poster une lettre. C'est un des résultats de l'augmentation de l'efficacité obtenue par les nouvelles politiques des Postes. Chaque jour il se produit des cas de lettres parvenant à destination deux jours après avoir été expédiées d'un point situé à 30 minutes de trajet. C'est courant. Fréquemment, il faut deux ou trois jours à des lettres pour parvenir à destination dans la ville d'expédition.

Le gouvernement est actuellement en train d'exécuter un programme coûtant plusieurs millions de dollars en vue d'automatiser le manutention du courrier, mais je crains que nous ne soyons à nouveau à la veille d'un conflit grave entre le ministère des Postes et les syndicats. Comme en tout, le gouvernement a omis de planifier cette importante innovation et j'ai déjà été informé que les syndicats sont mécontents de la progression des négociations au sujet de la classification des emplois et de la sécurité d'emploi. C'est une vieille histoire et bien que nous devrions y être habitués, nous ne devrions certes pas avoir à supporter cette ineptie année après année.

Il est temps que le gouvernement nomme un ministre des Postes qui prenne son travail au sérieux. Nous sommes fatigués de cette politique gouvernementale qui consiste à se servir du portefeuille de ministre des Postes pour récompenser des députés des premiers bancs de leurs bons services ou pour rétrograder des ministres sans les évincer effectivement du cabinet. Il s'agit d'un ministère qui exige un ministre capable de le diriger et de s'y intéresser suffisamment pour lui accorder toute son attention.

Nous avons déjà vu quelle importance le ministre actuel attache au ministère des Postes et à son portefeuille. Il ferait mieux de se mettre à penser et à parler du ministère des Postes au lieu de s'inquiéter de savoir qui va former le prochain gouvernement. Les Canadiens en décideront, monsieur l'Orateur. Je comprends que le ministre s'inquiète de ce que mon parti va former le prochain gouvernement parce que tout montre que cela va arriver dans un avenir très proche. Pourtant, jusque-là, le ministre a des responsabilités qu'il devrait prendre plus au sérieux.

La toute dernière trouvaille qu'a introduite le ministère des Postes est le code postal. On nous a dit que c'était l'un des moyens de retrouver un service postal adéquat. Le nouvel équipement a déjà coûté des millions de dollars et on nous dit maintenant que cela prendra plusieurs années avant qu'il ne fonctionne complètement dans tout le pays. Nous ne savons toujours pas ce que vont nous apporter ces millions de dollars mais nous savons que le service du courrier est encore mauvais et que les Canadiens n'ont aucune raison d'être optimistes en ce qui concerne la possibilité d'avoir une meilleure livraison du courrier.

Il semble que le gouvernement soit déterminé à mesurer tous les ministères selon la même aune, bien que cela se soit prouvé tant et tant de fois inefficace. Dans le cas de la Commission d'assurance-chômage, le gouvernement a institué la même politique de centralisation qu'au ministère des Postes. Le désordre règne à la Commission d'assu-